

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de pierre
CS60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 30/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GALLOO littoral SAS

2 Avenue de la Garonne
ZI Petite Synthe
59640 Dunkerque

Références : "H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\GALLOO
LITTORAL_Dunkerque_070.04362\2 inspections\2024_12_20_PFAS_JR"
Code AIOT : 0007004362

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2024 dans l'établissement GALLOO littoral SAS implanté 2 Avenue de la Garonne ZI Petite Synthe 59640 Dunkerque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Actions nationales PFAS 2024

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALLOO littoral SAS
- 2 Avenue de la Garonne ZI Petite Synthe 59640 Dunkerque

- Code AIOT : 0007004362
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement GALLOO Dunkerque exploite un centre de tri de métaux et de dépollution de véhicules hors d'usage.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a effectué une première campagne d'analyse des substances PFAS dans son rejet aqueux en novembre 2024. La seconde campagne a été réalisé en décembre 2024 et la troisième campagne est programmée pour janvier 2025. À la suite de l'inspection, les résultats doivent être déposés sur la plateforme GIDAF.

Les quantifications portent sur les 20 substances analysées. 3 quantifications sont supérieures au seuil de quantification de 100 ng/l. En ce qui concerne l'indice AOF, la concentration détectée dépasse la limite de quantification de 2 g/l, avec une valeur de 190 g/l. Les prochaines analyses doivent confirmer ou infirmer ce résultat.

Ces résultats permettent de dresser un premier état du niveau de contamination aux PFAS pour les activités de traitement de déchets, qui nécessitera au niveau national l'élaboration d'un plan d'action à déterminer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant a réalisé un inventaire de ses produits utilisés sur le site et susceptibles de contenir des substances PFAS. Ces produits sont limités aux produits nécessaires à la maintenance des engins et outils du site. La consultation des fiches de données de sécurité et notamment la rubrique 3 n'a pas permis d'identifier de substances PFAS dans ces produits. En ce qui concerne les déchets métalliques et VHU réceptionnés sur le site dont les compositions et substances présentes sont par nature difficilement identifiables, l'exploitant s'est rapproché de Fédération professionnelle des entreprises du recyclage (FEDEREC) pour déterminer la typologie de déchets pouvant contenir des substances PFAS. Le groupe de travail de la FEDEREC a ciblé principalement les D3EE. Ces produits ne sont pas réceptionnés et traités en nombre sur le site de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : L'établissement GALLOO littoral SAS est concerné par la troisième vague de la campagne de recherche de substances PFAS. Conformément à l'arrêté du 20 juin 2023, la première analyse devait être réalisée dans un délai de six mois, soit avant le 27 mars 2024.

L'exploitant a signalé à l'inspection plusieurs difficultés pour la réalisation des analyses :

- Absence d'eaux de process : seules les eaux pluviales collectées et rejetées sur le site sont concernées.
- Dépendance à la pluviométrie : la réalisation d'un prélèvement conforme (sur 24 heures) nécessitait des conditions spécifiques dépendant de la pluie.
- Choix et désistement d'un prestataire : un prestataire initialement sélectionné s'est désisté en raison de la difficulté à intervenir rapidement lors de conditions de pluie.

Face à ces contraintes, l'exploitant a opté pour un prestataire local, capable d'intervenir rapidement en cas de précipitations.

La première campagne de prélèvement a donc été réalisée le 27 novembre 2024 avec un prélèvement sur 24h. La seconde campagne a été réalisée le 20 décembre 2024 et la troisième campagne est prévue courant janvier 2025.

Le point de prélèvement a été défini au niveau de la fosse de relevage de la station de refoulement des eaux pluviales au fossé bétonné riverain (watergang).

Les analyses ont porté sur les 20 PFAS et sur l'indice AOF mentionnées respectivement au 1° et au 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

La liste des produits utilisés par l'exploitant ne mentionnant pas de substances PFAS, les 8 PFAS mentionnées au 3° du même article 3 n'ont pas été recherchées.

L'inspection prend en compte les difficultés de l'exploitant énoncées et leur conséquence sur le délai de réalisation des prélèvements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

Pour la campagne du 27 novembre 2024, les prélèvements ont été effectués par le laboratoire Flandres Analyses (accréditation COFRAC n°1-1185). Cependant, les analyses des échantillons prélevés lors de ces deux campagnes ont été confiées au laboratoire IANESCO, accrédité COFRAC sous le numéro n°1-6209.

Les 20 substances PFAS ont été analysées sous accréditation, conformément aux exigences réglementaires, comme l'indique le rapport d'analyses du prélèvement du 27 novembre 2024. Les analyses du prélèvement du 20 décembre 2024 et de janvier 2025 seront réalisées dans les

mêmes conditions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement ne dispose pas d'eaux de process. Les eaux collectées et rejetées sont uniquement les eaux pluviales du site.</p> <p>Le point de prélèvement a été défini au niveau de la fosse de relevage de la station de refoulement des eaux pluviales. L'établissement ne met en œuvre que cet unique point de rejet au milieu naturel.</p> <p>Avant rejet par pompe de relevage, les eaux pluviales transitent par un bassin de décantation et d'écémage d'hydrocarbure.</p> <p>Les prélèvements sur 24 heures, nécessitant un débit continu, ont conduit l'exploitant à opter pour un prestataire local capable d'intervenir rapidement dès qu'une pluviométrie suffisante est observée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
Constats :

Les résultats des analyses effectuées sur les 20 substances PFAS lors du prélèvement du 27 novembre 2024 sont supérieurs au seuil de quantification de 100 ng/L pour les 3 substances suivantes :

PFHxA (acide perfluorohexanoïque) avec un résultat de 0,14 µg/L soit 140 ng/L

PFOS (perfluorooctanesulfonique) avec un résultat de 0,41 µg/L soit 410 ng/L

PFPeA (acide perfluoropentanoïque) avec un résultat de 0,17 µg/L soit 170 ng/L

En ce qui concerne l'indice AOF, la concentration détectée est supérieure à la limite de quantification de 2 µg/L, avec une valeur mesurée de 190 µg/L.

Les résultats à venir des prélèvements suivants confirmeront ou infirmeront ces résultats.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

À réception des résultats, l'exploitant n'avait pas déposé ses données sur la plateforme GIDAF. A sa connaissance le cadre PFAS n'existe pas pour l'établissement. Sur site, l'inspection n'a pas pu se connecter à la plateforme GIDAF par défaut de connexion internet. Par suite, l'inspection a vérifié l'existence du cadre de déclaration des résultats PFAS sur la plateforme GIDAF de l'établissement. L'exploitant est donc invité à déposer ses résultats sur la plateforme GIDAF sans délai. L'inspection lui a rappelé l'échéance de transmission des résultats sur GIDAF, qui doit être respectée et réalisée au plus tard le dernier jour du mois suivant la date des analyses. L'absence de ce dépôt est susceptible de mise en demeure.

L'inspection a vérifié que le cadre de déclaration PFAS est disponible pour les sites GALLOO concernés par la 3ème vague de campagne d'analyses PFAS et dans son périmètre d'inspection. Le cadre de déclaration PFAS est disponible pour l'établissement GALLOO de Oost-Cappel mais n'est pas disponible pour l'établissement GALLOO de Calais-Les Attaques. L'inspection va se rapprocher du gestionnaire GIDAF pour inclure cet établissement.

L'exploitant est invité , en cas de difficulté liée à la plateforme GIDAF, à se rapprocher de l'inspection.

Par suite, les résultats des deux premières analyses ont été déposés sur la plateforme GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite